



Il existe un risque élevé que l'histoire se répète. Image : Chamberlain (à gauche) a cédé la Tchécoslovaquie à Munich en 1938 sans impliquer le pays dans les négociations ; (à droite) Mark Rutte, en tant que secrétaire général de l'OTAN, est en train de vendre une partie du Groenland aux Américains.

Mégalomanie et trahison

Donald Trump se considère comme le plus grand : aucune règle ne s'applique à lui, et comme il n'a pas reçu le prix Nobel de la paix, il n'aime plus la paix. Il pense avoir conquis le Venezuela et se tourne désormais vers le Groenland. Cela rappelle fortement la conférence de Munich de 1938.

Peter Hänseler

mar. 27 janv. 2026

Introduction

Lorsqu'en 2024 s'est posée la question du choix entre Biden et Trump, nous avons estimé que Trump constituait une option préférable à Harris, dans la mesure où il n'appartenait pas à l'État profond. Telle était notre analyse. Nous pensions que c'était le seul moyen d'éviter la troisième guerre mondiale. Beaucoup de mes collègues partageaient cet avis. La déclaration du président Poutine, en septembre 2024, affirmant qu'il préférait Harris au motif qu'elle serait plus prévisible, pourrait, avec le recul, prendre valeur de prophétie — même si Sergueï Lavrov a ensuite qualifié cette sortie de simple plaisanterie. Mais toute plaisanterie contient sa part de vérité.

Aujourd'hui, nous savons que Donald Trump est totalement imprévisible et aussi dangereux que de la nitroglycérine. Dans « [Diplomacy on the Deathbed – From Peace President to Warmonger](#) » (La diplomatie sur son lit de mort – Du président pacifiste au belliciste), publié en juin 2025, j'étais déjà extrêmement inquiet lorsque Trump a brièvement bombardé l'Iran, avant de faire marche arrière au bout de douze jours lorsqu'il s'est rendu compte que l'Iran était non seulement capable de se défendre, mais aussi de réduire Tel-Aviv en cendres. À l'époque, j'avais écrit :

« La pensée rationnelle vous fait passer à côté du lit de mort de la diplomatie et vous mène droit sur la mauvaise voie. »

FORUMGEOPOLITICA, 15 JUIN 2025

Aujourd'hui, je remplacerais le mot « mauvaise voie » par « enfer ».

Le Groenland est en train d'être bradé

La lettre

Dans une lettre adressée au Premier ministre norvégien Jonas Gahr Stoere, Trump a écrit ce qui suit le 18 janvier 2026 :



THE WHITE HOUSE

Washington, D.C. 20500

Dear Jonas:

Considering your Country decided not to give me the Nobel Peace Prize for having stopped 8 Wars PLUS, I no longer feel an obligation to think purely of Peace, although it will always be predominant, but can now think about what is good and proper for the United States of America.

Denmark cannot protect that land from Russia or China, and why do they have a "right of ownership" anyway? There are no written documents, it's only that a boat landed there hundreds of years ago, but we had boats landing there, also.

I have done more for NATO than any other person since its founding, and now, NATO should do something for the United States.

The World is not secure unless we have Complete and Total Control of Greenland.

Thank you!

President DJT

Reuters

Quand j'ai vu la lettre, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une blague, mais je me suis ensuite rendu compte qu'elle était réelle – ou s'agissait-il d'une vraie blague ?

Que les États-Unis souhaitent ou non prendre le contrôle du Groenland n'a aucune importance. Il y a près de 200 ans, les États-Unis ont voulu acheter le Groenland pour la première fois, et une partie considérable de ce qui est aujourd'hui les États-Unis a été achetée par les États-Unis et non conquise (Louisiane, Alaska, Nouveau-Mexique, etc.). Il serait injuste de reprocher aux États-Unis ou à Trump de vouloir accroître leur influence par de nouveaux territoires. Mais ici, le processus n'est pas celui d'une transaction librement consentie : il repose sur la contrainte militaire, ce qui est juridiquement inadmissible.

L'attitude du président américain mérite davantage d'attention. Il prétend ne pas avoir obtenu le prix Nobel de la paix malgré le fait qu'il aurait empêché huit conflits, une affirmation qui, comme bien souvent, ne correspond pas à la réalité.

1. Israël - Hamas : les États-Unis ont été et sont toujours partie prenante dans la guerre ; les tueries se poursuivent.
2. Israël - Iran : les États-Unis ont été partie prenante dans la guerre, et la fin des attaques s'explique simplement par le fait que l'Iran a réduit en ruines les infrastructures israéliennes et Tel-Aviv ;
3. Inde - Pakistan : des négociations ont eu lieu entre l'Inde et le Pakistan, sans implication des États-Unis ;
4. Rwanda et Congo : le cessez-le-feu a été conclu en août 2024 et n'est pas respecté. Ce que Trump aurait dû faire de cette « paix » reste son secret ;
5. Thaïlande - Cambodge : le 7 août, les parties belligérantes sont parvenues à un accord ; le 26 juillet, Trump a lancé un appel : « J'appelle dès maintenant le Premier ministre par intérim de Thaïlande pour lui demander également un cessez-le-feu et la fin de la guerre qui fait actuellement rage. » C'est tout.
6. Arménie - Azerbaïdjan : Trump a effectivement joué le rôle de médiateur dans ce conflit, mais avant tout dans l'intérêt des États-Unis (corridor de Sangsue sous contrôle américain). Le processus n'est toutefois pas terminé et les deux parties ne sont pas d'accord.
7. Égypte - Éthiopie : il n'y a pas eu de guerre, mais plutôt un différend concernant le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne ; aucun accord n'a été conclu à ce jour.
8. Serbie - Kosovo : mis à part le fait que l'OTAN, dirigée par les États-Unis, a bombardé la Serbie pendant 86 jours en 1990 sans justification légale, il n'y a pas eu de guerre entre la Serbie et le Kosovo ; pas un seul coup de feu n'a été tiré. Lorsque cela a été souligné, la Maison Blanche a fait marche arrière et a évoqué les grandes réalisations de Trump en 2020.

L'idée que Trump est un artisan de la paix ne résiste pas à l'examen, même le plus superficiel, des faits.

En guise de brève parenthèse, écoutons Jon Stewart, qui se moque à juste titre du fait que Trump ne sait même pas prononcer les noms des pays qu'il a pacifiés.



Comme un enfant à qui on a refusé son dessert pour s'être mal comporté, il menace de ne pas se sentir obligé de ne penser qu'à la paix. Le plus incroyable, c'est qu'on le prend au sérieux... simplement parce que c'est Trump.

Le discours de Davos

Le 21 janvier, Trump a déclaré que « le monde ne sera pas en sécurité tant que nous n'aurons pas le contrôle total et absolu du Groenland ». Dans son discours à Davos le 21 janvier, il a annoncé que « nous [l'OTAN] n'avons jamais rien voulu ni jamais rien obtenu » – tout ce que veulent les États-Unis, c'est un endroit appelé le Groenland. Il a poursuivi en disant : « Je n'ai pas besoin d'utiliser la force. Je ne veux pas utiliser la force. Je n'utiliserais pas la force. »



Préparation au démantèlement

Aujourd'hui, des rumeurs circulent selon lesquelles un compromis serait trouvé, déclarant une partie du Groenland comme américaine sans toutefois remettre en cause la souveraineté danoise sur l'ensemble du Groenland.

La stratégie de Trump pourrait fonctionner : il menace de déclencher une guerre, les Européens organisent une rébellion des nains, Trump menace d'imposer des droits de douane punitifs, annonce qu'il n'utilisera pas la force militaire, et les nains font ce qu'ils font le mieux et se contentent d'un compromis – aux dépens du Groenland, bien sûr. Trump a également annoncé sur [True Social](#) : Sur la base de cet accord, je n'imposerai pas les droits de douane qui devaient entrer en vigueur le 1er février.



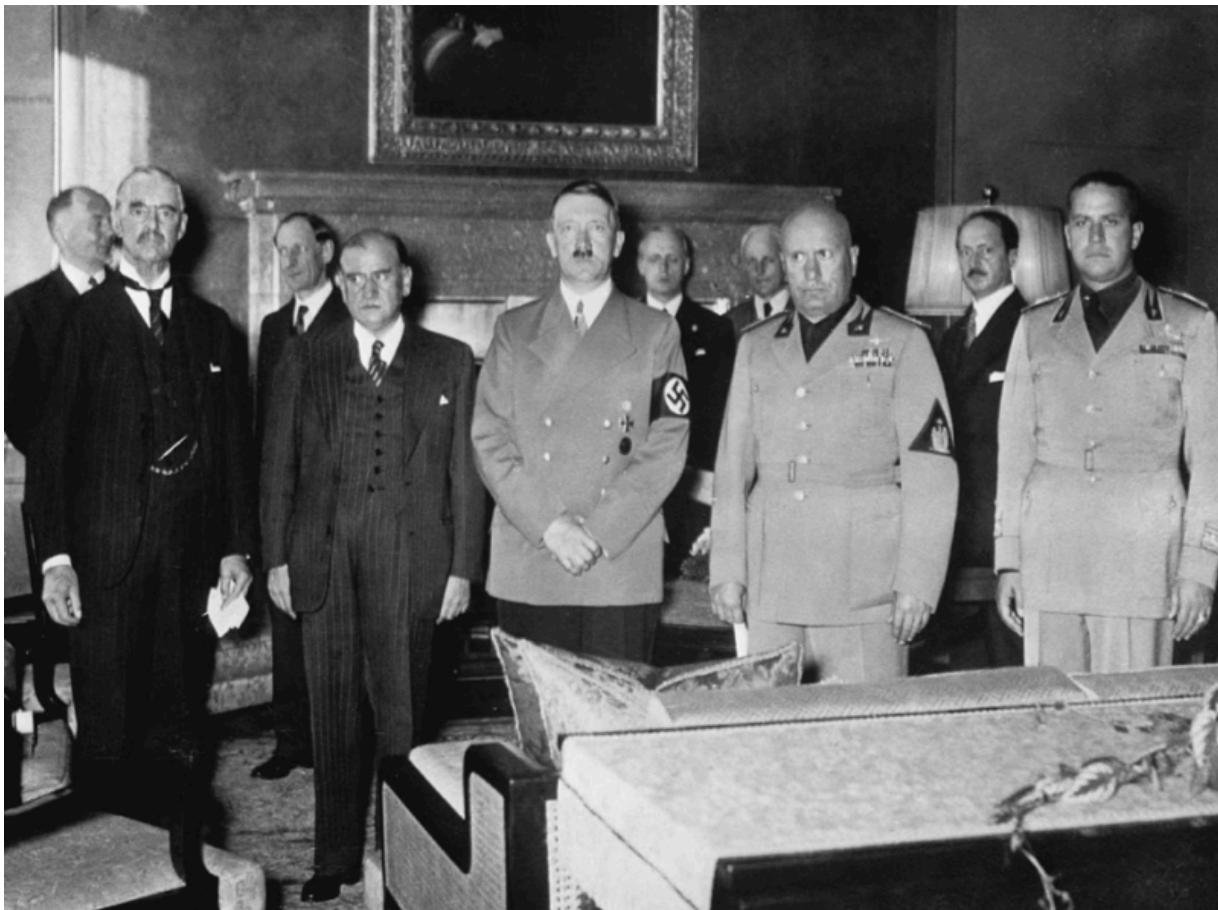
Aaja Chemnitz – Parlementaire du Groenland.

Aaja Chemnitz, députée d'Inuit Ataqatigiit au Groenland depuis 2015, voit les choses différemment et prend la parole :

«L'OTAN n'a absolument aucun mandat pour négocier quoi que ce soit sans nous.»

AAJA CHEMINITZ, 22 JANVIER 2026. ÇA SENT MUNICH 1938.

Il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans les livres d'histoire pour trouver un précédent à ces actions scandaleuses commises par des tiers qui ont disposé d'un pays sans le consulter : en 1938, les Britanniques, sous la direction du Premier ministre Chamberlain, et les Français, sous la direction du Premier ministre Daladier, ont trahi les Tchèques et ont cédé les Sudètes à Adolf Hitler afin d'éviter la guerre. Hitler n'a pas respecté l'accord et a occupé le reste de la Tchécoslovaquie en mars 1939 – là encore, les Alliés ne sont pas intervenus. Ce n'est que le 3 septembre 1939 – après l'invasion de la Pologne – que les Britanniques et les Français ont réagi, mais ils n'ont pas attaqué les Allemands et ont laissé les Polonais à leur sort.



De gauche à droite : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini et le ministre italien des Affaires étrangères, le comte [Galeazzo Ciano](#). À l'arrière-plan (entre Hitler et Mussolini), Ribbentrop et [Weizsäcker](#), puis à droite, [Saint-John Perse](#). - Image : Archives fédérales, image 183-R69173 / CC-BY-SA 3.0, CC BY-SA 3.0 de, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=172648767>

L'appétit vient en mangeant

Je ne sais pas si un accord – ou plutôt une trahison – tel que décrit ci-dessus verra le jour, mais cela conviendrait bien à des Européens sans caractère. Il y a de fortes chances que l'histoire se répète.

Consequences

Donald Trump continuerait à inciter à cela, afin de « pacifier » le prochain pays. Dans un élan de frénésie, il a décrit l'enlèvement illégal de Maduro comme une grande réussite militaire des forces armées américaines invincibles.

Cette déclaration ne peut être interprétée que comme une menace : envers l'UE, l'OTAN, le Groenland... envers tout le monde.

Le prochain pays serait probablement l'Iran, suivi éventuellement de Cuba et de la Colombie. Dans son article « [L'architecture d'une crise provoquée par des puissances étrangères hostiles](#) », notre Felix Abt a montré en détail que les manifestations pacifiques initiales en Iran, qui ont été transformées en bain de sang par les agences de renseignement occidentales – Maidan vous salut – ont servi à provoquer un changement de régime en Iran. La tentative a lamentablement échoué. Avec l'aide des Chinois et des Russes, les communications des services de renseignement iraniens ont été paralysées. Celles-ci reposaient sur des dizaines de milliers de terminaux Starlink introduits illégalement dans le pays. Selon le professeur Mohammad Marandi, le cauchemar est terminé. Néanmoins, le danger n'est pas écarté.

Comme Trump se croit déjà invincible grâce à ses forces armées et qu'une trahison du Groenland renforcerait encore son invincibilité, il serait naïf d'exclure une attaque au motif qu'elle serait militairement futile.

Adolf Hitler était sur la même voie après la conquête de la France à l'été 1940. La France, considérée par les experts comme la plus grande puissance militaire du monde, s'est rendue après seulement six semaines. Peu après, officiellement le 30 juillet 1940, Barbarossa, l'invasion de l'Union soviétique, a été préparée. Lorsque les logisticiens de la Wehrmacht l'ont informé que les approvisionnements pour les troupes ne pourraient être maintenus que pendant quelques semaines, Hitler est resté confiant :

« Il suffit de défoncer la porte pour que tout le bâtiment pourri s'écroule. »

ADOLF HITLER, MARS 1941

Cette erreur de jugement a conduit à la chute de l'Allemagne nazie et à la mort de 30 millions de Russes. Compte tenu de la frénésie dans laquelle se trouve Trump, je pense que nous ne devons pas exclure la possibilité qu'il se laisse emporter par une telle stupidité. Après que les Iraniens aient été persuadés de mettre fin à leurs

attaques contre Israël après 12 jours de guerre, une répétition de cette aventure par Trump signifierait probablement la fin d'Israël et de toutes les infrastructures pétrolières et militaires américaines au Moyen-Orient.

Manœuvre de diversion

Enfin, j'ai trouvé un aspect du discours de Trump à Davos – qui mérite d'être écouté dans son intégralité – extrêmement intéressant. Pendant les premières minutes, Trump a parlé de la « formidable » santé de l'économie américaine : chacune de ses déclarations était un mensonge éhonté. Inutile d'entrer dans les détails ici : Trump a tellement déformé la réalité économique et la situation des marchés financiers qu'on ne peut même pas parler de « blanchiment ».

J'ai exprimé à plusieurs reprises mon scepticisme quant à l'état des marchés financiers occidentaux depuis de nombreux mois, et une tendance est claire : la situation empire de jour en jour. L'une des indications en est la hausse quasi explosive des prix des métaux précieux en dollars américains depuis le 1er janvier : or : +18 % ; argent : +54 % (au 26 janvier 2026). Cela témoigne des distorsions sur les marchés papier COMEX et LBMA, ainsi que d'une perte de confiance des investisseurs dans le dollar américain. Donald Trump a peut-être tenté d'utiliser son discours et ses menaces géopolitiques contre ses amis comme contre ses ennemis pour détourner l'attention d'un problème qui risque bientôt de devenir réalité : l'effondrement des marchés financiers occidentaux.

« Si cela se produit, toutes les cartes seront rebattues et redistribuées. »

Conclusion

Maintenant que Trump a démantelé « l'ordre fondé sur des règles » que les Américains invoquent depuis des décennies, l'Occident collectif se trouve dans un état d'agonie, c'est-à-dire que les parties concernées ne tentent même plus de fonder leurs actions sur une base explicable, et encore moins sur une base juridiquement justifiée.

Le fait que les Européens jouent avec l'idée de trahir le Groenland et donc le Danemark, allié de l'OTAN, comme les Alliés l'ont fait avec la Tchécoslovaquie à Munich en 1938, n'est qu'une conséquence logique de cette situation ; Rutte et ses

acolytes possèdent certainement les traits de caractère nécessaires.

De plus, je considère qu'il est naïf de croire que Trump n'attaquera pas l'Iran, même si la réalité d'une telle entreprise conduira à un résultat catastrophique.

Enfin, nous ne pouvons exclure que les diatribes de Trump ne soient qu'une tactique de diversion, destinée à détourner l'attention de l'effondrement imminent des marchés financiers et du dollar américain. Quand cela surviendra – et non « si » –, toutes les cartes seront redistribuées.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Trump, Donald Rutte, Mark Chamberlain, Neville Chemnitz, Aaja Danemark

L'UE Groenland ÉTATS-UNIS L'UE L'OTAN